

ELECTIONS 2018

Devenir membre du CA de l'AFSP Elire vos représentants



Du 1^{er} juin au 2 juillet 2018 vous serez invité.e à élire par vote électronique vos représentants au Conseil d'Administration de l'AFSP.

En mai 2018, 12 mandats arrivent à expiration.

Il s'agit de ceux de : Jean-François Bayart, Noëlle Burgi, Paula Cossart, Magali Della Sudda, Yves Deloye, Florence Faucher, Patrick Hassenteufel, Pascale Laborier, Nonna Mayer, Olivier Nay, Yves Sintomer, Yves Surel.

Un appel à candidatures est ouvert du 15 mars au 30 avril 2018.

Voici le règlement électoral concernant l'élection des membres du Conseil d'Administration de l'AFSP :

- ▶ Ne peuvent être élus que les membres de l'Association à jour de leur cotisation 2018 et ayant fait officiellement acte de candidature.
- ▶ Le dépôt officiel de candidature est effectué par courrier électronique auprès du Secrétariat général de l'Association. **Pour être valide, l'acte de candidature doit comporter un CV d'une page A4 maximum et une courte profession de foi qui ne peut excéder 1 800 signes.**
- ▶ Au cas où un deuxième tour de scrutin serait nécessaire, ce dernier ne peut pas être organisé à moins de trois semaines du premier tour de scrutin. Lors de ce second tour de scrutin, ne peuvent se représenter que les candidat.e.s présent.e.s au premier tour.
- ▶ La majorité requise est la majorité absolue (la moitié plus une voix des suffrages exprimés).

Calendrier des opérations électorales :

15 mars 2018 ▶ ▶ ▶ Appel à candidatures. Les candidats doivent être à jour de la cotisation 2018 à l'AFSP.

30 avril 2018 ▶ ▶ ▶ Date limite de dépôt des candidatures à l'AFSP par courrier électronique (afsp@sciencespo.fr) dans un seul document au format WORD.

1^{er} juin 2018 ▶ ▶ ▶ Ouverture du vote électronique. Vous recevrez à cette date un courrier électronique avec un lien électronique à suivre pour voter.

2 juillet 2018 à 17h ▶ ▶ ▶ Clôture du vote électronique.

2 juillet 2018 à 17h30 ▶ ▶ ▶ Dépouillement du scrutin électronique.

5 juillet 2018 ▶ ▶ ▶ Proclamation des résultats lors de l'Assemblée générale de l'Association.

Passage au vote électronique !

Pour la première fois, le vote pour l'élection des membres du CA de l'AFSP se fera en ligne.

L'AFSP a mandaté Euro Vote pour réaliser l'opération. Vous recevrez le 1^{er} juin un lien personnalisé et sécurisé qui vous permettra de voter sur un site dédié.

La procédure est simple, fiable et sécurisée et les résultats sont garantis par huissiers de justice.

Si vous ne disposez pas d'une adresse électronique, merci de nous contacter au 01 45 49 77 51.

ATTENTION Sont seuls éligibles et électeurs les membres de l'AFSP à jour de leur cotisation 2018.

Pour adhérer en ligne :

www.afsp.info/devenir-membre-de-lafsp-en-2018

STATUTS DE L'ASSOCIATION FRANÇAISE DE SCIENCE POLITIQUE

I. BUT ET COMPOSITION DE L'ASSOCIATION

Article 1

L'association dite «Association Française de Science Politique (AFSP)», fondée en 1949, a pour but de favoriser la recherche et les échanges internationaux dans le domaine de la science politique.

L'AFSP a un rôle national et international d'information sur la discipline et de promotion et de défense de la science politique française.

Elle a son siège social à Paris.

Article 2

Les moyens d'action de l'Association sont notamment : l'organisation d'enquêtes, de réunions d'études et de congrès ; l'établissement de fichiers de documentation ; l'édition de publications scientifiques ; la mise en place de groupes de travail ou de section d'études thématiques ; la gestion de sites web et de banques de données informatiques.

Article 3

L'Association se compose de membres individuels et de partenaires institutionnels.

L'admission des membres individuels est soumise au règlement d'une cotisation individuelle annuelle dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration de l'Association.

L'admission des partenaires institutionnels est décidée par le Conseil d'Administration sur proposition du Bureau et est soumise au règlement d'une cotisation institutionnelle annuelle dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration de l'Association.

Article 4

La qualité de membre individuel de l'Association se perd :

- 1) par la démission ;
- 2) par la radiation prononcée, pour non paiement de la cotisation annuelle ou pour des motifs graves, par le Conseil d'administration ; le membre concerné ayant été préalablement appelé à fournir des explications.

La qualité de partenaire institutionnel de l'Association se perd :

- 1) par la décision du partenaire de pas renouveler sa collaboration ;
- 2) pour non paiement de sa cotisation annuelle ;
- 3) par la décision motivée du Conseil d'administration de ne pas poursuivre le partenariat.

II. ADMINISTRATION ET FONCTIONNEMENT

Article 5

L'Association est administrée par un Conseil d'administration composé de 24 membres élus au scrutin secret, pour quatre ans par l'Assemblée générale et de cinq membres représentant les institutions partenaires de l'Association. Trois au moins de ces membres sont issus des institutions partenaires localisées hors de l'Île-de-France. Ces cinq membres représentatifs des institutions partenaires sont choisis en son sein parmi le collège composé de l'ensemble des institutions partenaires de l'Association. Leur mandat est également de quatre ans. En cas de démission, le collège susnommé procède au remplacement nécessaire.

Le renouvellement du Conseil a lieu par moitié tous les deux ans pour les membres élus au scrutin secret.

Les membres sortants sont rééligibles pour deux mandats consécutifs au maximum.

Le Conseil choisit parmi ses membres élus, au scrutin secret, un bureau, composé d'un président, de quatre vice-présidents, d'un secrétaire général et d'un trésorier. Le bureau est élu pour deux ans. Il est chargé de rédiger un règlement électoral précisant les modalités de vote des membres élus et les modalités de cooptation des représentants des institutions partenaires de l'Association.

Article 6

Le Conseil se réunit trois fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son président ou sur la demande du quart de ses membres.

La présence du tiers des membres du Conseil d'administration est nécessaire pour la validité des délibérations.

Il est tenu procès-verbal des séances.

Les procès-verbaux sont signés par le président et le secrétaire général.

Article 7

Les membres de l'Association ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

Article 8

L'Assemblée générale de l'Association comprend tous les membres individuels et les représentants des institutions partenaires de l'Association. Chacun des membres peut se faire représenter par un autre membre de l'Association, sauf le cas prévu à l'article 13. Chaque membre ne peut recevoir plus de cinq procurations de vote par Assemblée générale. Elle se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le Conseil d'administration ou sur demande d'au moins un quart de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Conseil d'administration.

Son bureau est celui du Conseil.

Elle entend les rapports sur la gestion du Conseil d'administration, sur la situation financière et morale de l'Association.

Elle approuve les comptes de l'exercice clos, vote le budget de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit, s'il y a lieu, au renouvellement des membres du Conseil d'administration.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés, chaque année, à tous les membres de l'Association.

Article 9

Les dépenses sont ordonnancées par le Président ou par la personne qu'il aura déléguée à cet effet.

L'Association est représentée en justice et dans tous les actes de la vie civile par le président ou par la personne qu'il aura déléguée à cet effet.

Le représentant de l'Association doit jouir du plein exercice de ses droits.

Article 10

Les délibérations du Conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges et aliénations des immeubles nécessaires au but poursuivi par l'Association, constitutions d'hypothèques sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années et emprunts, doivent être soumises à l'approbation de l'Assemblée générale.

III. Moyens financiers

Article 11

Les recettes annuelles de l'Association se composent notamment :

- des cotisations et des souscriptions de ses membres ;
- des cotisations de ses partenaires institutionnels ;
- des subventions de l'Union européenne, de l'État, des régions, des départements, des communes et des établissements publics ;
- des subventions d'organismes privés agréés par le Conseil d'administration ;
- du produit des libéralités dont l'emploi immédiat a été autorisé ;
- du produit de ses publications.

La gestion de ces fonds est assurée par l'Association qui ouvre à cet effet un compte spécifique dans une agence bancaire proche de son siège.

IV. Modification des statuts et dissolution

Article 12

Les statuts ne peuvent être modifiés que sur la proposition du Conseil d'administration ou du dixième des membres dont se compose l'Assemblée générale. Cette proposition doit être soumise au bureau au moins un mois avant la séance.

L'Assemblée doit se composer du quart, au moins, des membres en exercice dans les conditions prévues à l'article 6. Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer, quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 13

L'Assemblée générale, appelée à se prononcer sur la dissolution de l'Association et convoquée spécialement à cet effet, doit comprendre au moins la moitié plus un de ses membres.

Si cette proportion n'est pas atteinte, l'Assemblée est convoquée de nouveau, mais à quinze jours au moins d'intervalle et cette fois, elle peut valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Dans tous les cas, la dissolution ne peut être votée qu'à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Article 14

En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Elle attribue l'actif net à un ou plusieurs établissements analogues, publics ou reconnus d'utilité publique.